



**BTS Banque session 2010 EP 3 : Economie générale et économie d'entreprise
Corrigé indicatif**

CAS KRAFT'S FOOD

PREMIERE PARTIE : TRAVAIL METHODOLOGIQUE (10 points)

1. Analysez les menaces et opportunités de l'environnement du secteur de la confiserie

Le marché de la confiserie est un sous-ensemble de l'immense marché de « l'alimentation conditionnée » (par opposition aux produits frais).

Les opportunités :

- il est très important, plus de 160 milliards de dollars (la moitié du marché des produits laitiers),
- d'autre part, il est l'un des moins sensibles à la crise : prévision d'une croissance annuelle des ventes de confiserie de 7 % en volume sur la période 2009 – 2014,
- le secteur des gommes (chewing-gum) est très porteur : prévision de croissance annuelle de 8 % pour 2009 - 2014,
- ce marché explose dans les pays émergeant (exemple : le marché du chocolat en homme progresse de 20 % par an).

Les menaces :

- le marché se tasse dans les pays développés,
- marché très concentré avec mars, le premier, avec presque 15 % du marché mondial, suivi de Cadbury (10,3 %) et le peloton des autres, Nestlé, Hershey, Kraft ou Ferrero.

2. Analyser les forces et faiblesses de Kraft.

Les atouts :

- la taille (deuxième mondial de la confiserie)
- chiffre d'affaires (2008) : 42,2 milliards de dollars
- résultat net : 2,9 milliards de dollars
- la présence européenne (LU et Jacobs Suchard)
- bonne position dans les steppes du biscuit, le chocolat et les plats
- forte expérience en matière de fusions- acquisitions
- très complémentaire de Cadbury

Les faiblesses :

- absent de chewing-gum, en forte croissance
- seulement 13 % des ventes dans les pays émergeant
- groupe dont le périmètre n'est jamais stabilisé

3. Quel est le facteur clé de succès dans les métiers de l'alimentation ?

Dans les métiers de l'alimentation, la taille est un avantage à deux niveaux :

- en amont pour amortir la fabrication en très grande série des produits mondiaux ; économies d'échelle



- en aval pour négocier en position de force avec les puissants distributeurs ; pouvoir de négociation avec les clients
- l'enjeu n'est donc pas d'être gros globalement, mes gros dans sa catégorie.

4. Repérez les choix stratégiques de Kraft et appréciez leur pertinence par rapport à l'évolution de l'environnement

- Stratégie d'acquisition donc de croissance externe pour atteindre la taille critique sur les secteurs visés, acquérir des positions dominantes et bénéficier de synergies (activités proches et complémentaires) ; le nouvel ensemble détrônerait mars pour devenir le numéro un mondial de la confiserie.
- Développements sur les marchés géographiques les plus porteurs : les marchés émergeant et rattrapage sur le marché britannique.
- Développement sur les métiers les plus prometteurs : la confiserie, chocolat, chewing-gum.

DEUXIEME PARTIE : DEVELOPPEMENT STRUCTURE (10 points)

« La dette publique est-elle souhaitable ? »

Accroche

Déficit public, dette publique... sont au centre des préoccupations (voir l'actualité). Exemple : dans l'ensemble des pays, la crise financière et les menaces de faillite bancaire ont amené les états à se porter au secours des banques. Les aides à certaines branches industrielles en péril ont également mobilisé des ressources financières publiques considérables. L'endettement public, déjà structurellement élevé dans beaucoup de pays, se retrouvait des niveaux jusqu'alors inconnu.

Définitions

Le principal indicateur de l'endettement public est la dette publique c'est-à-dire la dette de l'État et des administrations publiques (collectivités locales, sécurité sociale). C'est le cumul des emprunts des administrations publiques et les intérêts portant sur ses emprunts. (Remarque : ne pas confondre dette et déficit public. Le déficit est le solde annuel négatif entre recettes et dépenses. Pour financer ce déficit, l'État emprunte et s'endette. Le paiement des intérêts est une dépense du budget).

Problématique

En 2009, sous l'effet de l'augmentation des dépenses liées au plan de relance et de la chute des recettes fiscales, le déficit public (État, collectivités locales et sécurités sociales) atteindra en France, le niveau de 8,2 % du PIB. La dette publique atteindra, quant à elle, 84 % du PIB. Cette situation nouvelle fait l'objet d'analyses divergentes quant à ses conséquences de long terme. Pour certains, c'est une menace pour le futur, pour d'autres c'est une nécessité face aux menaces économiques actuelles, est un investissement dans le futur.

Annonce du plan

Nous verrons dans une première partie en quoi la dette publique peut être une menace, et nous verrons ensuite, dans une deuxième partie, qu'elle peut être un mal nécessaire...

I. La dette publique, une menace

Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi faut-il s'en inquiéter ?



A. Menace pour l'État

- Les exigences européennes de l'appartenance à l'UEM, impliquent que l'on va diminuer sa dette.
- L'ampleur de la dette que lui les moyens d'action de l'État : les emprunts passés par les administrations pour financer leurs déficits, gonflé la charge des intérêts de la dette. Ces intérêts représentent 15 % des dépenses actuelles de l'État. Avec 40 milliards d'euros, c'est le deuxième poste des dépenses totales du budget (juste après l'éducation nationale, 56 milliards d'euros). Effet « boule de neige ». Cela réduit la marge de manœuvre des futurs budgets.
- Menace de cessation de paiement qui pèserait sur certains pays (Islande, Lettonie...), crainte sur la « soutenabilité » de la dette américaine, avertissant des agences de notation sur la dette britannique, nécessité de concessions à la Chine, aujourd'hui premier créancier des États-Unis.
- Quant aux six sur les stratégies de sortie de l'endettement : en l'absence de retour à une croissance forte, le déversement de liquidités supplémentaires fait courir le risque d'un retour de tensions inflationnistes. Enfin, certains économistes ou hommes politiques prédisent à moyen terme une inéluctable hausse des prélèvements obligatoires.

B. Menace pour les autres acteurs de l'économie

- Les générations actuelles reporteraient la charge des dépenses publiques sur les générations futures.
- Cette dette consiste à organiser un transfert de richesses des contribuables ordinaires, qui payent des impôts, vers des détenteurs de capitaux, les créanciers qui avancent de l'argent à l'État (en plaçant leurs épargnants bons du Trésor).
- Les entreprises qui voudraient emprunter à long terme sur les marchés de capitaux seraient exposées à la concurrence des états (l'effet d'éviction).

Certains, pourtant, modère ses jugements en insistant sur le fait que les gouvernements n'avaient pas d'autre choix pour éviter les catastrophes financières en chaîne. Il réfute l'argument du « fardeau de la dette » pour les générations futures en mettant en avant la valeur du patrimoine public est cumulée en contrepartie, à la disposition de ses générations. Enfin, il met en cause la rigidité des critères de Maastricht, rigidité responsable, selon ces analystes, de la faible croissance des vingt dernières années.

II. La dette publique, un mal nécessaire

A. l'endettement n'est pas un mal en soi

L'endettement ne constitue pas un problème en lui-même car il permet un meilleur fonctionnement de l'économie (grâce aux investissements particuliers) et une création ultérieure de richesses supplémentaires.

Faire un déficit n'est donc pas un mal en soi. Cela permet d'engager des dépenses qui, si elle engendre la croissance, vont permettre de rembourser les emprunts souscrits. C'est le principe même du fonctionnement du capitalisme : les entreprises s'endettent pour investir et créer des richesses supplémentaires qui leur permettent de rembourser leurs emprunts et plus. Tout le problème tient au fait que la croissance n'est pas au rendez-vous et qu'en conséquence, la dette, loin de se résorber, s'accumule.

B. La nécessité de relancer et élever le niveau de la croissance

La lutte contre la dette publique est-elle envisageable ? Pour réduire le déficit public, soit on augmente les prélèvements obligatoires, soit on réduit les dépenses publiques.

Or, on ne peut voir la solution dans la réduction des dépenses publiques sans s'interroger sur les conséquences d'une telle réduction sur la variable essentielle : la croissance.

- Au rôle conjoncturel des dépenses ; relancer la croissance...



Pour les keynésiens : le budget doit avoir un poids supérieur pour assurer les fonctions d'un État-providence (régulation de l'économie par la politique conjoncturelle, allocations de ressources, protection sociale). L'équilibre n'est pas une fin en soi ; **le déficit est un instrument actif de politique économique qui permet de relancer la demande par des dépenses publiques supérieures aux recettes**. La croissance qui devrait en résulter, entraînerait des rentrées fiscales qui résorberaient automatiquement le déficit.

- Rôle structurel des dépenses : élever le niveau de la croissance...

La nouvelle école classique reconnaît que la dépense publique joue un rôle déterminant dans la croissance à long terme si elle s'investit dans le capital humain (éducation, formation), dans la recherche, dans les infrastructures (« biens publics ») elle vend ainsi la productivité et le rythme d'activité (**théories dites « de la croissance endogène »**).

- **Transférer les dépenses de protection sociale sur les individus ?** risque d'inégalités, de freiner la croissance.

Conclusion

En conclusion, si les dettes publiques doit être stabilisée, il semble difficile d'envisager de réduire les dépenses publiques. Déficits et dette publique sont la conséquence, et non la cause autonome, de la situation macro-économique.

Sans nul doute, il faut s'inquiéter de ne pas laisser filer la dette publique et les déficits, mais s'endetter n'est pas un mal en soi (investir plutôt qu'épargner), ... La dette peut être un bon moyen de s'enrichir mais elle peut également, sous certaines conditions, appauvrir voire causer la faillite, il faut juste la dette publique soit soutenable. La dette est soutenable si elle peut être maintenue sans ajustements excessifs dans le futur. Cela implique solvabilité et liquidité de l'État. Ces éléments reposent sur la confiance des créanciers et la crédibilité des autorités, ils ne peuvent être définis dans l'absolu...